ST.

CONSEIL D'ETAT RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
26 -10-1990
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

L. 20.024/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications, le 26 juin 1990, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "relative à l'instauration d'un brevet de conduite pour la navigation sur les voies navigables du Royaume", a donné le 15 octobre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 26 juni 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende het invoeren van een stuurbrevet voor het bevaren van de scheepvaartwegen van het Koninkrijk", heeft op 15 oktober 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS DE LEGISTIQUE.

1. La division du projet en chapitres ne se justifie pas, compte tenu de ses dimensions modestes.

2. Aux articles 5 et 8, la division en paragraphes doit être omise, puisque ceux-ci ne comportent qu'un alinéa chacun.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Dans le texte néerlandais il faudrait écrire "het Rijk" au lieu de "het Koninkrijk".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Les alinéas 2 et 3 seraient mieux rédigés comme suit :

"Le brevet ou le certificat n'est valable que pour la catégorie de bâtiments qu'il indique.

Le Roi peut, aux conditions générales qu'Il détermine, déroger à l'obligation prescrite à l'alinéa 1er, en ce qui concerne les catégories de bâtiments ou les activités qu'Il définit".

Paragraphe 2.

Dans un souci de concordance avec l'article 6, il faut remplacer les mots "une autorité, visée ..." par les mots "un fonctionnaire ou un agent, visé ...".

Article 2.

Le texte néerlandais de la première phrase devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis. La même observation vaut pour les autres dispositions où le terme "afgeleverd" est utilisé.

Article 3.

1. Bien que le Gouvernement en soit vraisemblablement conscient, le Conseil d'Etat croit devoir relever une discordance entre le 1° et l'article 3.4, du projet de directive du Conseil des Communautés européennes sur la reconnaissance réciproque des certificats nationaux de

conduite de bâtiments pour le transport de marchandises par navigation intérieure, en ce qui concerne l'âge minimum requis qui est de dix-huit ans dans l'avant-projet de loi et de vingt et un ans dans le projet de directive.

2. Dans la phrase introductive et au 2°, le mot "requérant" doit, dans le texte français, être remplacé par "demandeur".

3. Le texte néerlandais du 2° serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Dans le texte néerlandais du 3° et du 4°, il y a lieu de remplacer le mot "modaliteiten" par les mots "nadere regels".

La même remarque vaut pour l'article 4, § 2 (devenant l'article 4, alinéa 2).

Article 4.

1. L'alinéa 1er et l'alinéa 2 du paragraphe 1er gagneraient à ne former qu'un seul alinéa rédigé comme suit :

"Le titulaire d'un brevet de conduite qui se sait atteint d'une des infirmités ou d'une des affections

déterminées par le Roi, est tenu de remettre son brevet, dans les dix jours, à l'autorité qui l'a délivré".

2. Le paragraphe 2 deviendrait en conséquence un alinéa 2. Le texte néerlandais de cet alinéa serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

1. Pour respecter l'ordre croissant des peines, le paragraphe 1er et le paragraphe 2 devraient être intervertis.

Cette interversion exigerait une adaptation de la dernière phrase du paragraphe 3.

2. Quant au paragraphe 1er, devenant le paragraphe 2, afin d'éviter qu'il puisse être interprété comme portant des conditions cumulatives de l'infraction, mieux vaudrait le rédiger de la façon suivante :

"Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 250 francs à 2000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui conduit un bâtiment de navigation intérieure sans être titulaire du brevet de conduite ou du certificat reconnu équivalent, requis pour la conduite de ce bâtiment;

.../...

2° celui qui conduit un bâtiment de navigation intérieure alors qu'il se sait atteint d'une des infirmités ou d'une des affections déterminées par le Roi".

3. Le paragraphe 2, devenant le paragraphe 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Est puni d'un emprisonnement de un jour à un mois et d'une amende de 10 francs à 500 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui conduit un bâtiment ... (la suite comme au projet);

2° celui qui ne présente pas le brevet de conduite ou le certificat reconnu équivalent, au fonctionnaire ou à l'agent qui en fait la demande;

3° celui qui ne remet pas son brevet de conduite à l'autorité dans les dix jours, lorsqu'il se sait atteint d'une des infirmités ou d'une des affections déterminées par le Roi".

4. On observera que le texte n'envisage pas l'application de circonstances atténuantes (article 100 du Code pénal).

Article 6.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Ils constatent les infractions dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire et dont une copie est adressée au contrevenant dans les huit jours de la date de la constatation de l'infraction".

Article 7.

Dans le texte néerlandais de l'article, il y a lieu de remplacer le mot "misdrijven" par les mots "strafbare feiten".

Articles 8 et 9.

1. L'ordre de ces articles devrait être inversé.

2. A l'article 8 (devenant l'article 9), le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Pendant la période fixée par le Roi, le brevet de conduite peut être délivré à quiconque ne satisfait pas aux

conditions visées à l'article 3 s'il répond aux conditions suivantes :

1° ... (la suite comme au projet)".

3. Au même article, dans le paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), il faudrait écrire "visés à l'alinéa 1er" au lieu de "visés au § 1er".

Dans la même disposition, le mot "valider", dans le texte français, et l'expression "in aanmerking te nemen", dans le texte néerlandais, ne sont pas en concordance.

4. L'article 9 (devenant l'article 8) charge le Roi de fixer le montant de ce qu'il qualifie de "redevances".

Il convient de préciser que, pour être conforme à l'article 113 de la Constitution, la redevance doit répondre aux conditions suivantes :

1° la rétribution doit constituer la contrepartie immédiate d'un service et être proportionnée au coût de celui-ci;

2° le service doit être fourni spécialement en faveur d'un usager et non au profit de la collectivité;

3° le recours au service dont la rétribution constitue la contrepartie doit être volontaire (1).

Si, en l'espèce, quelque doute peut subsister à propos de la première condition (2), il ne saurait y en avoir aucun quant aux deux autres. Le service sera fourni au profit de la collectivité et le recours au service ne sera pas volontaire mais obligatoire.

L'article 9 (devenant 8) instaure donc un impôt. Il apparaît dès lors que, pour satisfaire au principe de légalité inscrit à l'article 110 de la Constitution, le

---

(1) Avis du Conseil d'Etat du 5 février 1990, relatif à un avant-projet de décret sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, C.R.W., 1989-1990, n° 151/1, annexe I, pp. 44-45. En doctrine, voyez J.-M. VAN BOL, L'impôt et la redevance comme instruments des politiques régionales et communautaires, Administration publique, trim., 1986, p. 259; R. DRUYTS, De financiering van de zuivering van oppervlaktewateren in Vlaanderen : een brug over troebel water, Rechtskundig Weekblad, 1989-1990, p. 735; B. PEETERS, De begrippen belasting, last en retributie, Rechtskundig Weekblad, 1987-1988, pp. 241-250; D. DEOM : Le statut juridique des entreprises publiques, Story Scientia, Bruxelles, 1990, pp. 384-385.
Voir aussi les avis L. 19.854/9 du 22 juin 1990 "sur un projet de décret relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers" et L. 19.892/2 du 11 juin 1990 sur un projet de loi "modifiant la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles".

(2) Selon l'exposé des motifs, les "redevances" sont "destinées à couvrir financièrement les frais d'administration" mais il n'est pas précisé si elles ne couvrent que ces frais. Selon le texte, elles les couvrent "en tout ou en partie".

législateur devrait déterminer lui-même l'assiette et le taux de l'impôt.

5. Dans son avis sur le projet devenu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées et domestiques, le Conseil d'Etat s'est exprimé comme suit :

> "L'affectation de recettes déterminées à des dépenses déterminées est contraire au principe d'universalité, spécialement lorsque ces recettes consistent en des taxes, en une imposition.
>
> L'article 3 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, qui est applicable, dispose :
>
> "L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses.
>
> Toutefois, certaines recettes peuvent être affectées à certaines dépenses. Cette affectation est réalisée par l'inscription des recettes et des dépenses à une section particulière du budget".
>
> Cependant, à partir de l'année budgétaire 1991, entrera en vigueur l'article 1er de la loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, et abrogeant la loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires, lequel article dispose comme suit :
>
> "Article 1er. L'article 3, deuxième alinéa, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat est abrogé".
>
> La seule possibilité de déroger au principe de l'universalité consistera donc, aux termes de l'arti-

cle 19 de la loi du 28 juin 1989 précitée, dans la constitution d'un fonds budgétaire" (1).

Le texte qui sera retenu pour l'article 9 (devenant 8) devra, le cas échéant, tenir compte de cette évolution législative.

---

(1) Doc. C.R.W. (1989-1990) n° 152/1. Par rapport à cet avis, il convient de relever que l'article 19 de la loi du 28 juin 1963, modifié par l'article 5 de la loi du 28 juin 1989 (et non pas l'article 19 de la loi du 28 juin 1989) dispose en son paragraphe 1er :

"Par dérogation à l'article 3, une loi organique peut créer des fonds budgétaires en affectant à des dépenses dont elle définit l'objet, certaines recettes imputées au budget des voies et moyens. Ces fonds ne peuvent pas être alimentés par des crédits du budget général des dépenses".

Cet article entrera en vigueur à partir de l'année budgétaire 1991 en vertu de l'article 16 de la loi du 28 juin 1989.
On notera aussi que l'article 3, alinéa 2, 2ème phrase, de la loi du 28 juin 1963 n'est jamais entré en vigueur.

OPMERKINGEN INZAKE WETGEVINGSTECHNIEK.

1. Gelet op de bescheiden omvang van het ontwerp, is er geen reden om het in hoofdstukken in te delen.

2. In de artikelen 5 en 8 moet de indeling in paragrafen vervallen aangezien die paragrafen elk slechts één lid tellen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Men schrijve : "het Rijk" in plaats van "het Koninkrijk".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Paragraaf 1.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Ieder die op de scheepvaartwegen van het Rijk een binnenvaartuig bestuurt moet houder zijn van een stuurbrevet afgegeven overeenkomstig de bepalingen van deze wet, of van

.../...

een getuigschrift dat onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, als gelijkwaardig wordt beschouwd, en dat tevens bij zich hebben".

Het zou beter zijn het tweede en het derde lid als volgt te redigeren :

"Het brevet of het getuigschrift is alleen geldig voor de categorie van vaartuigen die erop vermeld wordt.

De Koning kan, onder de algemene voorwaarden die Hij vaststelt, afwijken van de in het eerste lid voorgeschreven verplichting, wat betreft de categorieën van vaartuigen of de activiteiten die Hij bepaalt".

Paragraaf 2.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 6, vervange men de woorden "een overheid, bedoeld ..." door de woorden "een ambtenaar of een beambte als bedoeld ...".

Artikel 2.

In de eerste volzin schrijve men "afgegeven" in plaats van "afgeleverd". Deze opmerking geldt ook voor de overige bepalingen waar de term "afgeleverd" wordt gebruikt".

.../...

Artikel 3.

1. Alhoewel de Regering zich waarschijnlijk daarvan bewust is, meent de Raad van State de aandacht te moeten vestigen op een gebrek aan overeenstemming tussen de bepaling onder 1° en artikel 3.4 van het voorstel voor een richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de wederzijdse erkenning van nationale vaarbewijzen voor het besturen van schepen in het beroepsgoederenvervoer over de binnenwateren, wat de vereiste minimumleeftijd betreft, die achttien jaar bedraagt in het voorontwerp van wet en eenentwintig jaar in het voorstel voor een richtlijn.

2. In de Franse tekst van de inleidende volzin en in 2° moet het woord "requérant" worden vervangen door het woord "demandeur".

3. De Nederlandse tekst van de bepaling onder 2° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° met goed gevolg het geneeskundig onderzoek hebben ondergaan waarvan de nadere regels door de Koning worden bepaald en waaruit blijkt dat ...".

4. In de Nederlandse tekst van de bepalingen onder 3° en 4° behoort het woord "modaliteiten" te worden vervangen door de woorden "nadere regels".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4, § 2 (dat artikel 4, tweede lid, wordt) en artikel 8, § 2.

Artikel 4.

1. Het eerste en het tweede lid van paragraaf 1 zouden beter slechts een enkel lid vormen, dat als volgt geredigeerd wordt :

"De houder van een stuurbrevet die er zich van bewust is te lijden aan een van de gebreken of een van de kwalen door de Koning bepaald, is verplicht binnen tien dagen zijn brevet in te leveren bij de overheid die het afgegeven heeft".

2. Paragraaf 2 zou bijgevolg het tweede lid worden. Dat lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het stuurbrevet, ingeleverd met toepassing van het eerste lid, wordt teruggegeven aan de houder wanneer deze met goed gevolg het geneeskundig onderzoek heeft ondergaan waarvan de nadere regels door de Koning worden bepaald".

Artikel 5.

1. Wil men de opklimmende volgorde van de straffen in acht nemen, dan zouden paragraaf 1 en paragraaf 2 van plaats moeten wisselen.

Die verplaatsing zou een aanpassing vergen van de laatste volzin van paragraaf 3.

2. Om te vermijden dat paragraaf 1, die paragraaf 2 wordt, geacht kan worden cumulatieve bestaansdelen te bevatten van het strafbaar feit, kan hij beter als volgt worden geredigeerd :

"Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 250 frank tot 2000 frank of met één van die straffen alleen, wordt gestraft :

1° hij die een binnenvaartuig bestuurt zonder houder te zijn van het stuurbrevet of van het gelijkwaardige getuigschrift, vereist voor het besturen van dat vaartuig;

2° hij die een binnenvaartuig bestuurt terwijl hij er zich van bewust is te lijden aan een van de gebreken of een van de kwalen door de Koning bepaald".

3. Paragraaf 2, die paragraaf 1 wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Met gevangenisstraf van één dag tot één maand en met geldboete van 10 frank tot 500 frank, of met een van die straffen alleen, wordt gestraft :

1° hij die een binnenvaartuig bestuurt ... (voorts zoals in het ontwerp);

2° hij die het stuurbrevet of het gelijkwaardige getuigschrift niet vertoont aan de ambtenaar of de beambte die erom verzoekt;

3° hij die zijn stuurbrevet niet binnen tien dagen inlevert bij de overheid wanneer hij er zich van bewust is te lijden aan een van de gebreken of een van de kwalen door de Koning bepaald".

4. Er zij op gewezen dat in de tekst de toepassing van verzachtende omstandigheden (artikel 100 van het Strafwetboek) niet in uitzicht gesteld wordt.

Artikel 6.

1. Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Koning wijst de ambtenaren en beambten aan die belast zijn met het opsporen en vaststellen van feiten die door deze wet en door de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafbaar worden gesteld".

2. Het derde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Zij stellen de strafbare feiten vast in processen-verbaal die bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel en waarvan een kopie aan de overtreder wordt gestuurd binnen acht dagen na de datum van de vaststelling van het strafbaar feit".

Artikel 7.

In de Nederlandse tekst van dit artikel vervange men het woord "misdrijven" door de woorden "strafbare feiten".

Artikelen 8 en 9.

1. De volgorde van die artikelen zou moeten worden omgekeerd.

2. In artikel 8 (dat artikel 9 wordt) zou paragraaf 1, die het eerste lid wordt, beter als volgt worden geredigeerd :

"Gedurende de periode die de Koning vaststelt, kan het stuurbrevet afgegeven worden aan al wie niet aan de in artikel 3 bepaalde voorwaarden, maar wel aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° ten minste 21 jaar oud zijn;

2° op zijn eer verklaard hebben ... (voorts zoals in het ontwerp);

3° aan boord van een of meer binnenvaartuigen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. In paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) van hetzelfde artikel schrijve men :

"De Koning bepaalt de aard van de in het eerste lid, 3°, bedoelde diensten en de nadere regels om ...".

In dezelfde bepaling is er een gebrek aan overeenstemming tussen het woord "valider", in de Franse tekst, en de uitdrukking "in aanmerking te nemen" in de Nederlandse tekst.

4. Artikel 9 (dat artikel 8 wordt) gelast de Koning het bedrag te bepalen van wat daarin wordt bestempeld als "retributies".

Er dient te worden gepreciseerd dat de retributie, wil ze in overeenstemming zijn met artikel 113 van de Grondwet, aan de volgende voorwaarden moet voldoen :

1° de retributie moet de onmiddellijke tegenprestatie zijn voor een dienst en moet in verhouding staan tot de kostprijs ervan;

2° de dienst moet speciaal worden verstrekt aan een genieter en niet ten behoeve van de gemeenschap;

3° er moet vrijwillig een beroep worden gedaan op de dienst waarvoor de retributie als tegenprestatie geldt (1).

Kan in het onderhavige enige twijfel blijven bestaan in verband met de eerste voorwaarde (2), met betrekking tot de andere twee kan er geen enkele twijfel zijn. De dienst zal worden verstrekt ten behoeve van de

---

(1) Advies van de Raad van State van 5 februari 1990 betreffende een voorontwerp van decreet "sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, W.Gew.R., 1989-1990, nr. 151/1, bijlage I, blz. 44-45. Met betrekking tot de rechtsleer, zie J.-M. VAN BOL, L'impôt et la redevance comme instruments des politiques régionales et communautaires, Administration publique, kwart. 1986, blz. 259; R. DRUYTS, De financiering van de zuivering van oppervlaktewateren in Vlaanderen : een brug over troebel water, Rechtskundig Weekblad, 1989-1990, blz. 735; B. PEETERS, De begrippen belasting, last en retributie, Rechtskundig Weekblad, 1987-1988, blz. 241-250; D. DEOM : Le statut juridique des entreprises publiques, Story Scientia, Brussel, 1990, blz. 384-385.
Zie ook de adviezen L. 19.854/9 van 22 juni 1990 "sur un projet de décret relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers" en L. 19.892/2 van 11 juni 1990 over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten".

(2) Volgens de memorie van toelichting dienen de "retributies" om "de bestuurskosten financieel te recupereren", maar er wordt niet gepreciseerd of ze er alleen maar die kosten uithalen. Volgens de tekst dienen zij "tot gehele of gedeeltelijke dekking" ervan.

gemeenschap en er zal niet vrijwillig een beroep worden gedaan op de dienst, maar verplicht.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt) voert dus een belasting in. Wil die belasting voldoen aan het wettigheidsbeginsel dat vervat is in artikel 110 van de Grondwet, dan laat het zich aanzien dat de wetgever zelf de belastinggrondslag en de belastingvoet zou moeten bepalen.

5. De Raad van State heeft in zijn advies over het ontwerp dat het decreet van 30 april 1990 "instituant une taxe sur le déversement des eaux usées et domestiques" geworden is, het volgende gezegd :

> "L'affectation de recettes déterminées à des dépenses déterminées est contraire au principe d'universalité, spécialement lorsque ces recettes consistent en des taxes, en une imposition.
>
> L'article 3 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, qui est applicable, dispose :
>
> "L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses.
>
> Toutefois, certaines recettes peuvent être affectées à certaines dépenses. Cette affectation est réalisée par l'inscription des recettes et des dépenses à une section particulière du budget".
>
> Cependant, à partir de l'année budgétaire 1991, entrera en vigueur l'article 1er de la loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, et abrogeant la loi du

31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires, lequel article dispose comme suit :

"Article 1er. L'article 3, deuxième alinéa, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat est abrogé".

La seule possibilité de déroger au principe de l'universalité consistera donc, aux termes de l'article 19 de la loi du 28 juin 1989 précitée, dans la constitution d'un fonds budgétaire" (1).

De tekst die in aanmerking zal worden genomen voor artikel 9 (dat artikel 8 wordt), zal, in voorkomend geval, rekening moeten houden met die gewijzigde wetgeving.

---

(1) Gedr. St. W.Gew.R. 1989-1990 nr. 152/1. Met betrekking tot dit advies, dient er te worden opgemerkt dat artikel 19 van de wet van 28 juni 1963, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 28 juni 1989 (en niet bij artikel 19 van de wet van 28 juni 1989) in paragraaf 1 bepaalt :

"In afwijking van artikel 3 kan een organieke wet begrotingsfondsen oprichten door voor uitgaven, waarvan zij het voorwerp vaststelt, sommige op de Rijksmiddelenbegroting aangerekende ontvangsten te bestemmen.
Deze fondsen kunnen niet worden gestijfd met kredieten van de algemene uitgavenbegroting".

Dit artikel treedt krachtens artikel 16 van de wet van 28 juni 1989 vanaf het begrotingsjaar 1991 in werking. Er zij eveneens opgemerkt dat artikel 3, tweede lid, 2de zin, van de wet van 28 juni 1963 nooit in werking is getreden.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	P. TAPIE,	président, voorzitter,
	R. ANDERSEN, M. HANOTIAU,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	C. DESCHAMPS, P. GOTHOT,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	R. DEROY,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme O. DAURMONT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. O. DAURMONT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.